

# Rapport national *Signes vitaux*<sup>MC</sup> 2007 –version électronique détaillée

## Rapport national *Signes vitaux* 2007

Le rapport *Signes vitaux* est un portrait annuel dressé par des fondations communautaires dans tout le Canada. Il mesure la vitalité de nos collectivités, identifie les grandes tendances et évalue à l'aide d'indicateurs au moins dix secteurs déterminants de la qualité de vie. Le rapport *Signes vitaux* est né d'un projet de la *Toronto Community Foundation*. Il est coordonné au niveau national par les Fondations communautaires du Canada.

*Signes vitaux Canada* comporte des données nationales sur chacun des indicateurs 2007 et mets en contexte les rapports *Signes vitaux* locaux, plus détaillés. Trois des dix secteurs présentent un contexte plus poussé, une analyse des problèmes et des exemples d'interventions canadiennes.

### **Rapports locaux : *Signes vitaux* des collectivités**

En 2007, onze collectivités publieront un rapport *Signes vitaux* : Saint-Jean (NB), Montréal, Ottawa, Toronto, région de Waterloo, Sudbury, Calgary, Red Deer, Medicine Hat, Vancouver et Victoria. Une liste qui promet de s'allonger en 2008. Voir les rapports locaux.

*Signes vitaux* est un outil essentiel. Il permet de cerner les forces et les faiblesses d'une ville ou d'une région. Il invite aussi les citoyens à identifier les enjeux qui nécessitent une intervention prioritaire.

Pour les fondations communautaires, il s'agit d'un outil précieux pour les donateurs et l'ensemble de la collectivité. Cet instrument de mesure de la vitalité des villes et régions canadiennes dans des secteurs cruciaux aide également les fondations communautaires à :

- accroître l'efficacité de leur programme de subventions
- mieux informer leurs donateurs sur les enjeux prioritaires et les solutions locales
- favoriser les liens entre leurs donateurs et les personnes et les groupes qui ont à cœur ces enjeux

Grâce aux données de *Signes vitaux* et à la concertation de tous les acteurs, les collectivités peuvent trouver des solutions multisectorielles créatives aux problèmes les plus importants.

## **Indicateurs**

Les collectivités qui participent au programme *Signes vitaux* ont convenu de couvrir dix secteurs communs. Chacune d'elles peut traiter d'autres secteurs selon les priorités locales. Chaque secteur comporte des indicateurs communs qui feront l'objet d'une rotation.

Secteur	Indicateur 2007
Éducation	Proportion de la population titulaire d'un diplôme postsecondaire
Travail	Taux de chômage
Appartenance et participation	Taux de bénévolat
Nouveau départ	Taux de chômage parmi les immigrants
Logement	Prix moyen du logement par rapport au revenu moyen
Sécurité	Taux de crimes contre la propriété
Arts et culture	Emploi dans le secteur culturel
Santé et bien-être	Médecins per capita
Inégalités socio-économiques	Taux général de pauvreté
Environnement	Émissions de gaz à effet de serre

« Le rapport *Signes vitaux* aide les citoyens comme les décideurs à mieux comprendre l'ensemble des enjeux et des solutions à Vancouver. »

Judy Rogers, directrice générale de la ville de Vancouver

## Que nous révèlent les *Signes vitaux* sur notre pays ?

À première vue, le Canada se porte bien. Le chômage n'a pas été aussi bas depuis longtemps, la population est plus scolarisée qu'avant, le revenu familial moyen progresse et les crimes contre la propriété diminuent.

Pourtant, la situation est toute autre lorsqu'on y regarde de plus près. Les *Signes vitaux* révèlent un accroissement des inégalités socio-économiques, sur le plan de l'avoir et des possibilités.

Plus de 20 % de la population canadienne vit dans la pauvreté.<sup>1</sup> La pauvreté au sein des peuples autochtones atteint des niveaux inacceptables. Les nouveaux arrivants sont deux fois plus nombreux que les autres Canadiens à vivre dans la pauvreté, malgré leurs compétences plus grandes que celles de leurs prédécesseurs. Cet écart grandissant entre riches et pauvres a rendu l'accession à la propriété un rêve impossible pour de nombreux Canadiens.

Sur le front environnemental, le tableau est sombre également. Nos émissions de gaz à effet de serre ne cessent d'augmenter. Nous sommes parmi les plus grands producteurs de dioxyde de carbone per capita au monde.

Notre pays est à la croisée des chemins. Nous pouvons devenir un leader sur le plan du multiculturalisme, de la justice sociale et de la responsabilité environnementale. Nous avons les ressources et les compétences pour y parvenir. Avons-nous la volonté collective pour y arriver ? Pouvons-nous devenir un modèle pour les autres pays sans d'abord améliorer la vie de nos propres concitoyens ?

C'est à ces questions que les fondations communautaires de partout au pays tentent de répondre en partenariat avec les collectivités qui nous abritent. En 2006, nous avons versé 137 millions \$ à des organismes de bienfaisance œuvrant dans tous les secteurs. Grâce au programme *Signes vitaux*, nous prenons le pouls de nos collectivités afin de mettre en lumière les atouts et les signes avertisseurs qui orienteront les décisions et la planification à l'échelle locale. Au niveau national, les Fondations communautaires du Canada font de même.

---

<sup>1</sup> (Utilisant la mesure de faible revenu avant impôts.) Source : [Statistique Canada](#).

Cela dit, ce rapport vise avant tout à stimuler la discussion, le débat et l'action. Nous espérons qu'il servira à réveiller les gens, les collectivités et le pays et à rappeler que la prospérité doit profiter à tous. Nous devons, ensemble, trouver des moyens de faire mieux, dans l'intérêt de tous les Canadiens et Canadiennes.

Monica Patten  
Présidente et directrice générale

Vincenza Travale  
Présidente du conseil d'administration  
Fondations communautaires du Canada

## Commentaires

La population des Premières Nations est la plus jeune au Canada et connaît la plus forte croissance. Plus de la moitié de la population a moins de 23 ans. Pourtant, comme le confirme le rapport Signes vitaux, plus de la moitié des membres des Premières Nations n'ont pas terminé leur secondaire ou sont au chômage. Par conséquent, un enfant sur quatre vit dans la pauvreté. Les infrastructures locales sont sous-financées et sont soumises par le gouvernement fédéral à une augmentation budgétaire annuelle de 2 %. Sur le plan du logement, la situation, déjà lamentable, s'annonce pire encore : un foyer sur trois déclare que sa résidence nécessite d'importants travaux ; 44 % des foyers font état de moisissures ; et près d'une famille sur cinq vit à l'étroit.

Le cercle vicieux de la pauvreté chez les Premières Nations peut être brisé. Le Canada ne doit pas considérer la situation des Premières Nations comme une cause perdue. Il est possible de mettre en place des solutions pour les citoyens des Premières Nations, en particulier les jeunes, afin qu'ils puissent contribuer à la prospérité économique du Canada. La Red Deer Community Foundation illustre les résultats que l'on peut obtenir lorsque l'on s'attaque aux injustices sociales qui affectent notre peuple. Il faut soutenir sans relâche la reconnaissance de gouvernements des Premières Nations et l'allocation d'un financement sûr, souple et à long terme. Il est urgent d'investir dans l'éducation, le développement humain et financier afin que les Premières Nations puissent se doter d'une économie viable. Le Canada doit respecter son engagement de soutenir l'ensemble de ses citoyens.<sup>2</sup>

Phil Fontaine, chef national de l'Assemblée des Premières Nations.

Ne pas connaître son histoire, c'est se condamner à rester un enfant. Il en va de même de la compréhension de la réalité de notre société actuelle. Que se passe-t-il vraiment ? Les émotions et les opinions ne peuvent rien régler si nous ne comprenons les problèmes. J'ai vu ce rapport comme un moteur d'action.

---

<sup>2</sup> Source : [l'Enquête régionale longitudinale sur la santé des Premières Nations, 2002/03](#)

Nous passons devant des sans-abri comme si leur présence dans nos rues était inévitable. Ce n'est pas le cas. Le rapport Signes vitaux démontre que la situation de la pauvreté n'a pas évolué depuis des décennies, résultat de l'absence d'une véritable stratégie de réduction de la pauvreté.

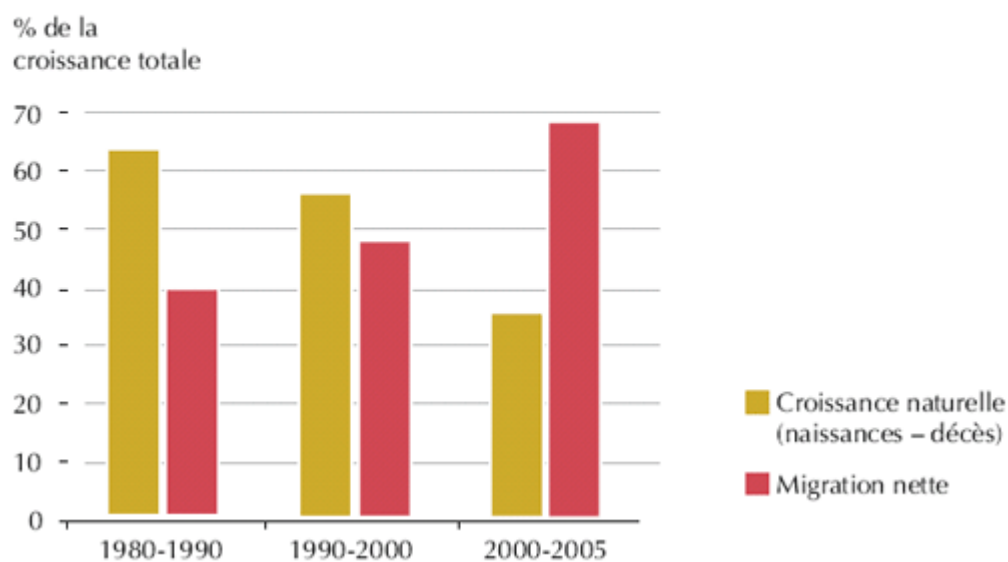
Ce rapport, de même que les paroles et les gestes de plus en plus concertés des fondations communautaires canadiennes, est un mécanisme essentiel pour lutter contre la pauvreté, affronter les risques financiers de l'immigration, faire face à l'écart des revenus et à la pénurie de logement abordable. Les gens sensibilisés à ces problèmes disposent des outils pour agir. C'est exactement ce qu'est ce rapport : un outil vital pour agir.

John Ralston Saul, écrivain et coprésident de l'Institut pour la citoyenneté canadienne

## Population canadienne

- De 2001 à 2006, la population canadienne a enregistré une augmentation de 5,4 %<sup>3</sup>
- La croissance annuelle moyenne (1,02 %) est presque identique à celle que nous avons connue dans les années 1990 (1,03 %)
- De 2001 à 2006, seules l'Alberta et l'Ontario ont enregistré une croissance de leur population plus élevée que la moyenne nationale
- L'augmentation de la population est aujourd'hui largement tributaire de l'immigration

### Sources de la croissance de la population, 1980-2005



Source : Statistique Canada<sup>4</sup>

- La population canadienne est vieillissante. Statistique Canada prévoit que, d'ici 2031, les aînés représenteront le quart de la population, soit le double de la proportion actuelle<sup>5</sup>
- En 2005, le revenu familial moyen au Canada s'élevait à 60 600 \$, une hausse de 6,4 % depuis 2000 en tenant compte de l'inflation<sup>6</sup>

<sup>3</sup> Les données sur la population dans cette section proviennent des [recensements 2001 et 2006 de Statistique Canada](#)

<sup>4</sup> CANSIM II, séries v1,v391069, v391084

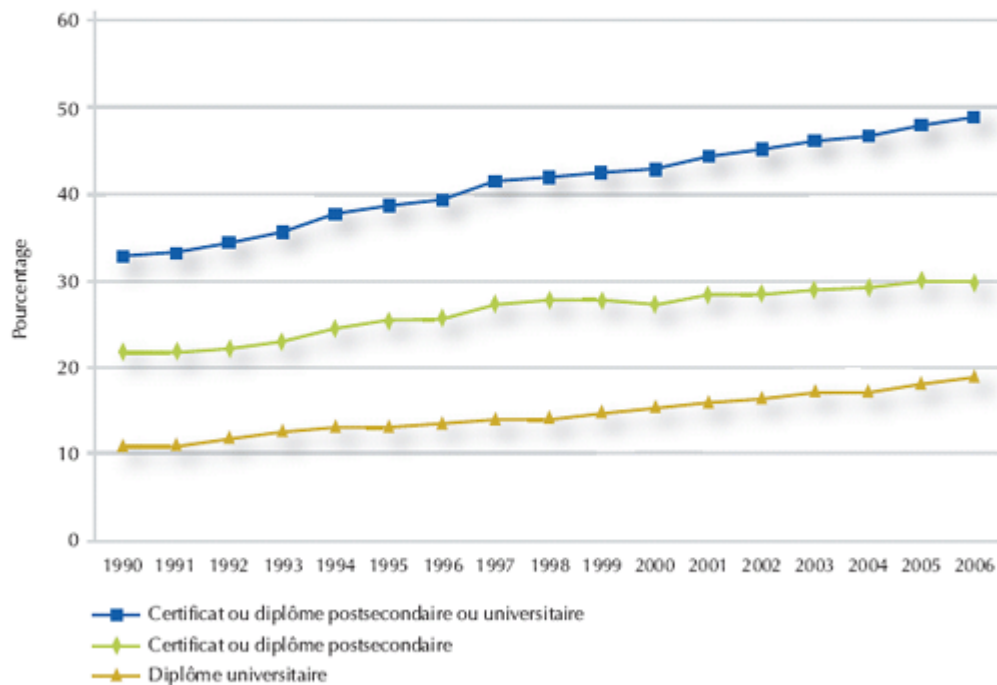
<sup>5</sup> Statistique Canada, [Le Quotidien, le jeudi 15 décembre 2005](#)

<sup>6</sup> Source : [Statistique Canada](#)

## ÉDUCATION

La proportion de Canadiens ayant effectué des études postsecondaires a crû de près de 50 % depuis 1990. Presque la moitié de tous les Canadiens de 15 ans et plus (48,8 %) sont titulaires d'un diplôme universitaire ou d'un certificat postsecondaire. Dans une société en pleine évolution fondée sur le savoir, il s'agit là d'une bonne nouvelle.

Proportion de la population canadienne (15 ans et plus)  
titulaire d'un diplôme postsecondaire, 1990-2006



Source : Statistique Canada<sup>7</sup>

### Passons à L'Action

Créé pour faire face au phénomène inquiétant de l'abandon scolaire qui touche 4 000 jeunes chaque année à Montréal, Le Carrefour de lutte au décrochage scolaire œuvre activement avec les cinq commissions scolaires de l'Île de Montréal en mettant en place des initiatives de prévention de l'abandon scolaire et de sensibilisation à la persévérance scolaire et à l'importance de se doter d'une formation qualifiante. Le CLDS est également un lieu d'échange qui encourage ses partenaires à partager leurs expériences et leurs bonnes pratiques. Les services du CLDS s'adressent aux jeunes, aux parents, aux intervenants scolaires et jeunesse et à la population montréalaise. Le CLDS organise également des activités avec la communauté des affaires et des

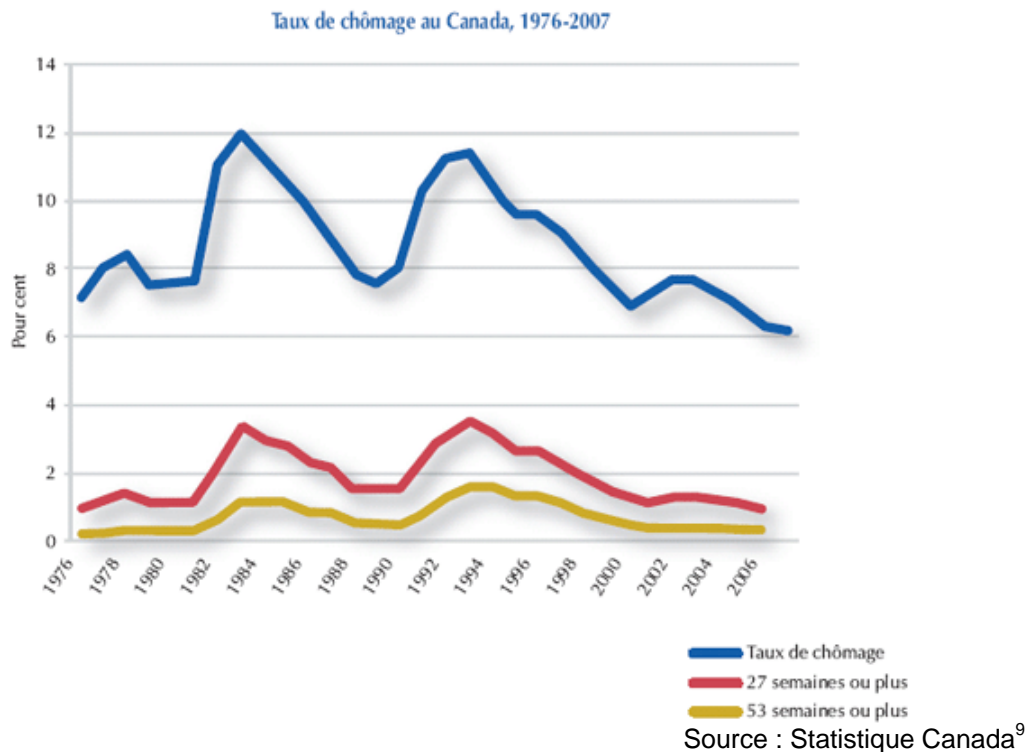
<sup>7</sup> Enquête sur la population active

partenaires politiques afin de les sensibiliser au phénomène du décrochage scolaire et à ses impacts sur le développement socio-économique de notre société.

Au cours des deux dernières années, le Carrefour de lutte au décrochage scolaire a traité 850 dossiers de jeunes et parents grâce à son service téléphonique d'information et de références, et rencontré 17 853 jeunes dans 78 écoles des 5 commissions scolaires de l'île de Montréal.

## TRAVAIL

En 2006, la génération actuelle a enregistré son taux de chômage le plus faible (6,3 %), une situation qui s'est confirmée au cours du premier semestre de 2007 (6,1 %). Le taux de chômage à long terme – 27 semaines et plus – est également à son plus bas. Toutefois, nous constatons que les personnes seules, les Autochtones, les immigrants récents, les jeunes, les personnes ayant un handicap et autres groupes particuliers affichent un taux de chômage supérieur à la moyenne. Par exemple, les Autochtones sans emploi sont plus de deux fois plus nombreux que les non-Autochtones (16,5 % contre 5,9 % en 2001).<sup>8</sup>



<sup>8</sup> Source : Statistique Canada

<sup>9</sup> Enquête sur la population active (tableaux CANSIM 282-0002 and 282-0001). Les données de 2007 sont pour les premiers six mois de l'année.

## APPARTENANCE ET LEADERSHIP

En 2004, lors du dernier sondage national, 45,3% des Canadiens de plus de 15 ans effectuaient du travail bénévole non rémunéré. La proportion de bénévoles parmi les jeunes de 15 à 24 ans est plus élevée que la moyenne (55 %), ce qui augure bien pour l'avenir.<sup>10</sup>

### Passons à l'action

Le rapport *Signes vitaux 2005* de Toronto a démontré les liens entre la hausse de la violence chez les jeunes, le taux record de chômage des jeunes des dix dernières années et la chute dramatique de la participation des jeunes de plus de 12 ans à toute forme d'activité récréative. Forte de ces données, la *Toronto Community Foundation* a été le fer de lance d'un partenariat entre la fondation, la ville, les commissions scolaires de Toronto, Centraide et les organisations sportives. Ce partenariat a donné naissance au *Toronto Sport Leadership Program*, qui, en deux ans, a recruté plus de 200 jeunes de 21 écoles secondaires de deux des quartiers les plus vulnérables de la ville. Ces jeunes ont eu la chance de recevoir une formation en leadership sportif dans les disciplines aquatiques, le basket-ball et le soccer. Présentés à des employeurs en loisirs, plusieurs d'entre eux ont décroché un emploi de sauveteur, d'entraîneur et d'animateur de camp. En plus de leur offrir de nouveaux horizons, le programme leur a permis de devenir des modèles au sein de leur collectivité.

---

<sup>10</sup> [Points saillants de l'Enquête canadienne de 2004 sur le don, le bénévolat et la participation](#)

## NOUVEAU DÉPART

Que nous en soyons conscients ou non, l'immigration concerne chaque citoyen canadien et chaque collectivité. La croissance et la prospérité de notre pays dépendent des nouveaux arrivants. Les deux tiers de la croissance de la population et 70 % de la croissance nette de la main-d'œuvre reposent sur l'immigration.<sup>11</sup>

La population canadienne est l'une de celles qui comptent le plus de personnes nées à l'étranger.<sup>12</sup> En 2001, 18,4 % de la population provenaient d'ailleurs. Parmi ces nouveaux arrivants, les minorités visibles occupent une place de plus en plus importante. Terre d'immigration depuis longtemps, le Canada verra son avenir forgé plus que jamais par ces nouveaux arrivants. La façon dont nous les accueillons et que nous les aidons à s'établir s'avère donc plus importante que jamais.

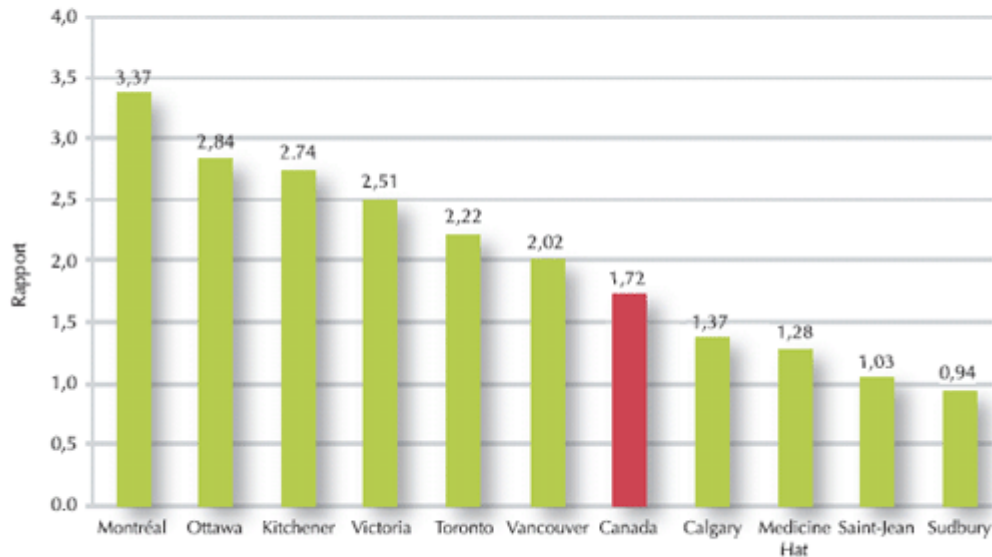
Même si le taux de chômage au Canada diminue, les nouveaux immigrants ont plus de difficulté que les autres citoyens à se trouver du travail. Les données du recensement de 2006 n'ont pas encore été publiées. Néanmoins, celles de 2001 révélaient que les immigrants récents, c'est-à-dire arrivés au pays au cours des cinq dernières années, étaient près de deux fois (1,72 fois pour être exact) plus susceptibles d'être au chômage que les personnes nées au Canada. Cet écart était encore plus grand dans les villes à forte immigration.

---

<sup>11</sup> Source : [Statistique Canada Recensement de 2006](#) et [Recensement de 2001](#)

<sup>12</sup> Source : [Statistique Canada Recensement de 2001](#)

## Rapport entre le taux de chômage parmi les immigrants récents et les non-immigrants, 2001



Données non disponibles pour Red Deer

Données non disponibles pour Red Deer

Source : Statistique Canada<sup>13</sup>

Cette situation est d'autant plus inquiétante que les immigrants n'ont jamais été aussi scolarisés et qualifiés.

Les candidats à l'immigration sont évalués à l'aide d'un système de points qui favorise l'éducation et les qualifications, forme de promesse tacite de trouver un emploi dans leur domaine. Pourtant, de nombreux immigrants constatent que les compétences qui leur ont ouvert les portes du pays ne leur donnent pas accès au marché du travail.

Une étude a démontré que de nombreux immigrants parmi les plus compétents ont tellement de mal à trouver du travail qu'ils quittent rapidement le Canada. Les études révèlent également que les immigrants arrivent au pays en meilleure santé que les personnes nées ici, mais qu'ils perdent graduellement cet avantage.<sup>14</sup>

« Mon mari et moi sommes entrés au Canada grâce au système de points. Nous avons été admis en raison de notre scolarité, de notre connaissance de l'anglais et d'autres facteurs. Cependant, une fois arrivés ici, il n'y avait pas d'emploi. Nos diplômes ne valaient absolument rien. »

Participant à un groupe de discussion, *S'établir au Canada ?*

<sup>13</sup> Source : [Recensements de 1996 et de 2001](#)

<sup>14</sup> Source : [Statistique Canada](#)

À la lumière de ces problèmes d'emploi, il n'est pas étonnant de constater au sein de la population immigrante un taux de pauvreté nettement supérieur à la moyenne canadienne : en 2001, 35 % des personnes immigrées depuis 1991 vivaient sous le seuil de la pauvreté (mesure établie selon la MFR avant impôts – plus de détails sur les mesures de pauvreté à la section Inégalités socio-économiques).

« Les coûts de l'inutilisation des compétences des nouveaux arrivants sont nombreux. Ils ont des répercussions au Canada, dans les pays d'origine et sur les immigrants eux-mêmes ainsi que sur leurs familles. Au plan économique, ces coûts englobent la pénurie de main-d'œuvre, un recyclage professionnel superflu, une plus lourde charge pour les programmes sociaux, la perte de revenus fiscaux potentiels et une augmentation générale de la pauvreté chez les immigrants. Au plan social, l'exclusion des nouveaux arrivants est lourde de conséquences pour les relations ethniques et raciales, les droits de la personne, le processus d'établissement et la santé mentale. »

S'établir au Canada ? Entraves politiques et juridiques

### **Passons à l'action**

La *Maytree Foundation* est un organisme canadien établi depuis 1982. Pour elle, l'immigration et l'urbanisation sont des éléments déterminants du paysage canadien. Elle s'efforce donc d'accélérer l'établissement des réfugiés et des immigrants dans les grands centres urbains. La fondation Maytree cherche également à renforcer la vitalité de la société civile en soutenant l'émergence de leaders et d'organismes forts.

La fondation a notamment mis sur pied le *Toronto Region Immigrant Employment Council* (TRIEC), un conseil multisectoriel où se retrouvent employeurs, organismes de réglementation professionnelle, établissements d'enseignement postsecondaires, services d'évaluation, syndicats, associations professionnelles d'immigrants, organismes communautaires et les trois échelons de gouvernement. Ce groupe se penche sur un problème urgent : l'intégration adéquate des immigrants qualifiés sur le marché du travail. Le TRIEC a notamment réussi à mettre sur pied un programme de mentorat, le *Mentoring Partnership*, un partenariat d'organismes communautaires et d'entreprises qui jumelle des immigrants qualifiés et des professionnels établis. Lancé en novembre 2004, le programme a favorisé plus de 2 000 liens de mentorat qui ont permis à 70 % des mentorés de se trouver du travail.

Dans la même veine, l'*Immigrant Access Fund* de la *Calgary Foundation* accorde aux immigrants des prêts pouvant atteindre 5 000 \$ pour financer le processus d'agrément (frais d'études et d'examen, notamment) qui leur ouvrira les portes du marché du travail canadien.

Le *Waterloo Region Immigrant Employment Network* a pour but d'assurer une meilleure utilisation des compétences des personnes immigrantes, dans l'intérêt des nouveaux arrivants eux-mêmes et de leur famille, de l'économie locale et de l'ensemble de la collectivité. Ce réseau d'emploi regroupe des organismes de financement, des entreprises, des immigrants, des enseignants, les gouvernements et des organismes communautaires locaux. La *Kitchener and Waterloo Community Foundation* a été parmi les premiers à contribuer à ce programme.

### **Commentaires**

Bien que la population immigrante au Canada présente un taux de participation plus élevé et un taux de chômage moins élevé que dans de nombreux autres pays, notre croissance économique et notre compétitivité dépendent de notre rapidité et de notre efficacité à intégrer les immigrants au marché du travail et à nos collectivités. Nous considérons l'expérience internationale comme un atout et cherchons des moyens d'en tirer un avantage concurrentiel, de diversifier notre clientèle, de générer des idées novatrices et de parfaire notre connaissance des marchés mondiaux. Pour contrer la pénurie de main-d'œuvre et soutenir la croissance de notre économie, il est crucial que nous adoptions des politiques d'immigration et d'intégration efficaces, ainsi que des méthodes d'emploi axées sur la diversité des compétences.

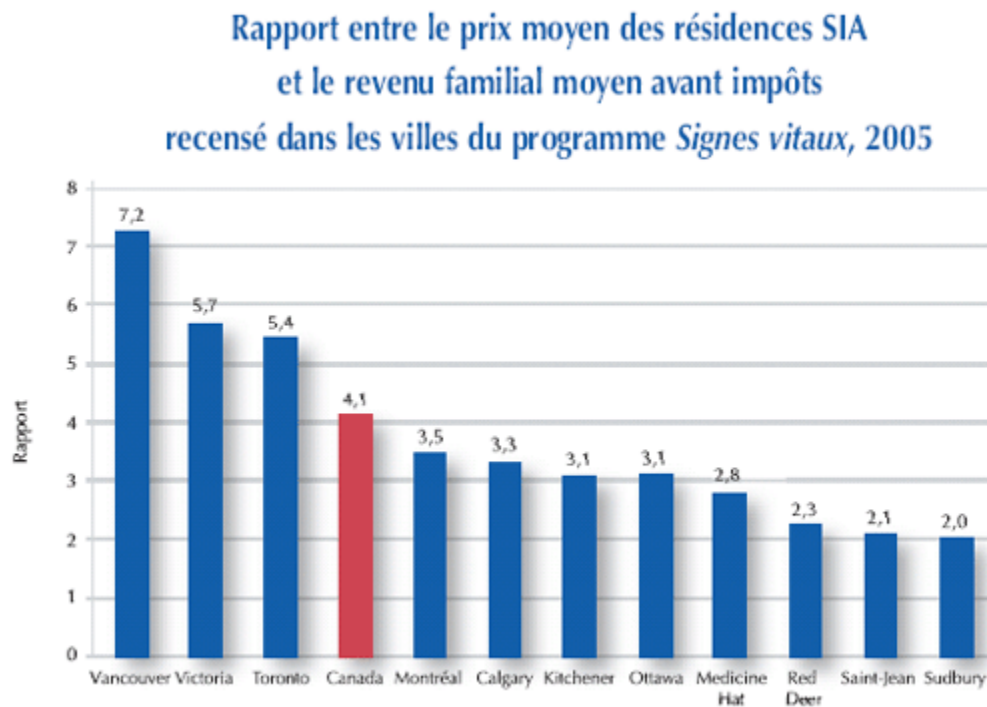
Zabeen Hirji, chef des ressources humaines, RBC

Vous trouverez [d'autres commentaires](#)

## LOGEMENT

Un logement stable et abordable est l'une des conditions essentielles de la qualité de vie. L'accession à la propriété est un rêve et une protection efficace contre la pauvreté. Pour de nombreuses familles canadiennes, la résidence constitue le principal actif. Cependant, depuis 2000, le prix du logement au Canada augmente plus vite que le revenu, ce qui rend de plus en plus difficile l'achat d'une propriété.

Le rapport entre le prix moyen des résidences et le revenu familial moyen confirme ce fait. Comme l'indique le tableau ci-dessous, ce rapport est passé de 3,23 en 2000 à 4,11 en 2005. Autrement dit, en 2000, le prix moyen d'une propriété au Canada correspondait à 3,23 fois le revenu familial moyen avant impôts ; en 2005, une résidence coûtait plus de quatre fois le revenu familial.



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement et Statistique Canada<sup>15</sup>

Ce bond de 27,4 % entre 2000 et 2005 s'explique par une hausse de 45 % du prix des résidences, nettement supérieure à l'augmentation de 19 % du revenu familial durant la même période.

<sup>15</sup> Données sur les prix du logement, Tableau 6 dans [l'Observateur du logement au Canada 2005](#) et données de revenu dans les [Données fiscales](#).

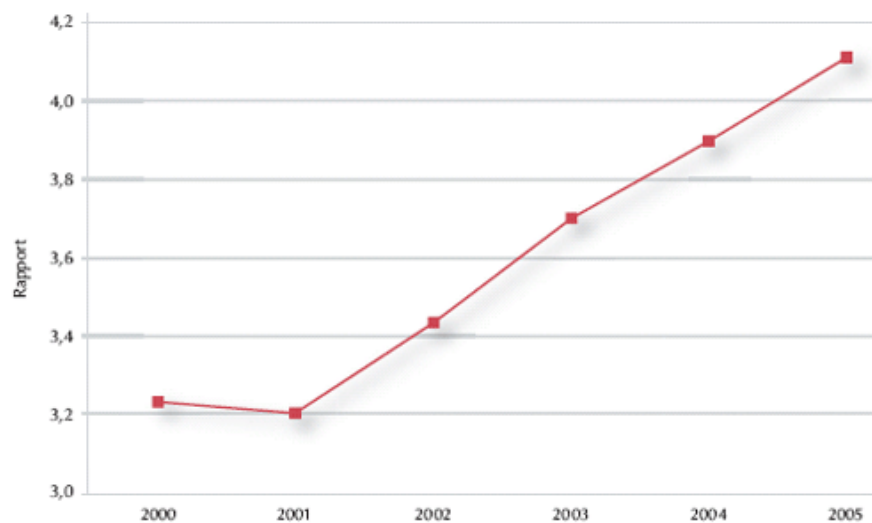
Comme l'illustre le tableau ci-dessus, les différences dans le prix des propriétés à l'échelle du pays provoquent des disparités énormes dans le rapport établi par les diverses villes du programme *Signes vitaux*. S'il se révèle très acceptable à Sudbury (2,0), il atteint des sommets à Vancouver (7,2).

### Commentaires

Un logement abordable, sécuritaire et adapté constitue l'une des mesures de prévention et d'atténuation de la pauvreté les plus efficaces. Le financement de refuges pour sans-abri n'est pas une solution. Il est urgent d'offrir le logement hors marché supervisé aux plus vulnérables et d'accroître le logement hors-marché (locatif et propriétaire) pour les personnes à faible revenu. L'accès à la propriété abordable par le biais de prêts hypothécaires raisonnables et accessibles ainsi que de mesures incitatives aux constructeurs peut avoir des retombées très bénéfiques sur le plan social et économique. Lorsque les gens quittent un logement public sans but lucratif, d'autres peuvent en bénéficier. Cette forme de propriété permet d'acquérir un actif à long terme qui aide à rembourser les dettes, facilite l'épargne et l'investissement et favorise la consommation prudente.

Michael Clague, président du Carold Institute for the Advancement of Citizenship in Social Change, Vancouver, Colombie-Britannique  
Vous trouverez [d'autres commentaires](#)

Rapport entre le prix moyen des résidences SIA  
et le revenu familial moyen avant impôts  
recensé au Canada, 2000-2005



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement et Statistique Canada <sup>16</sup>

<sup>16</sup> Données sur les prix du logement dans l'Observateur du logement au Canada et sur le revenu dans les [Données fiscales](#).

## SÉCURITÉ

Entre 1991 et 2006, les crimes contre la propriété ont chuté de 41,8 %.<sup>17</sup> La majeure partie de cette baisse a été enregistrée entre 1991 et 2000 (une baisse annuelle moyenne de 4,5 %). Ce rythme a ralenti depuis, pour atteindre une diminution annuelle moyenne de 1,7 %. Bien que le taux de crimes contre la propriété varie considérablement sur le territoire canadien, toutes les villes qui participent à *Signes vitaux* affichent une baisse. Les crimes violents ont également diminué d'un peu plus de 10 % depuis 1991.<sup>18</sup>

## ARTS ET CULTURE

Les villes dynamiques se distinguent par un milieu artistique et culturel florissant. La santé de ce secteur se mesure notamment par le nombre d'emplois qu'il génère. Or, depuis 1987, nos industries culturelles (édition, cinéma et vidéo, radio et télévision, diffusion Internet, arts de la scène, sports spectacle et industries connexes, et institutions patrimoniales), ont enregistré une croissance significative de l'emploi : une moyenne annuelle de 1,44 %. L'année 2006 a toutefois été marquée par une baisse importante de 3,7 %, la première des dernières années.<sup>19</sup>

Néanmoins, la proportion d'emplois générés par le milieu des arts et de la culture est restée assez stable au cours des 20 dernières années, le niveau le plus élevé (2,06 %) ayant été atteint en 2005 et le plus bas (1,81 %) en 1991. Cette part du marché de l'emploi est généralement plus élevée dans les grandes villes.<sup>20</sup>

---

<sup>17</sup> Source : [Statistique Canada](#)

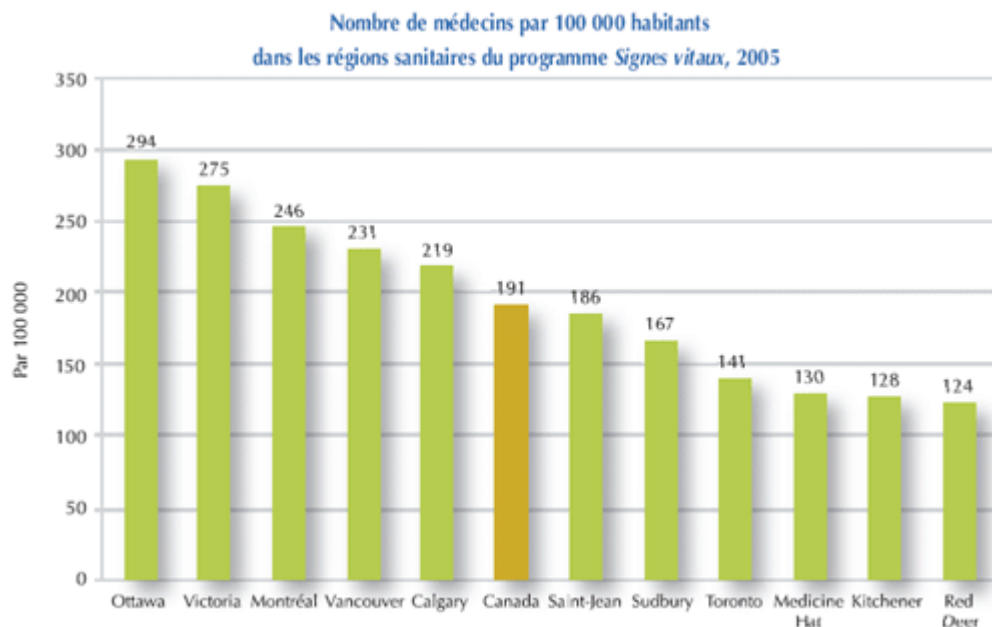
<sup>18</sup> Source : [Statistique Canada](#)

<sup>19</sup> Source : [Enquête sur la population active, Statistique Canada](#)

<sup>20</sup> Source : [Enquête sur la population active, Statistique Canada](#)

## SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

Cette année, l'indicateur commun à tous les rapports *Signes vitaux* porte sur le nombre de médecins (omnipraticiens et spécialistes) par 100 000 habitants. La tendance ? Grâce à l'augmentation des admissions dans les facultés de médecine, le nombre de médecins a connu une hausse de 3,6 % entre 1997 et 2005. Cependant, comme on peut le constater à la lumière du tableau ci-dessous, il existe d'importantes disparités entre les villes. Les grandes villes tendent également à compter plus de médecins per capita que les plus petites (à l'exception de Toronto).



Source : Institut canadien d'information sur la santé<sup>21</sup>

### Commentaires

Les conséquences de la pauvreté se reflètent dans la plupart des indicateurs sociaux et de santé : globalement, par la réduction de l'espérance de vie et, en particulier, par une proportion supérieure de maladies ou de problèmes psychosociaux, de bébés de poids insuffisant à la naissance, de retards de développement, de décrochage scolaire, de grossesses à l'adolescence, de détresse psychologique, etc. Si nous voulons faire des gains significatifs au plan de la santé, nous devons poursuivre avec plus d'acharnement nos efforts pour l'amélioration des conditions de vie, notamment par un meilleur accès à des logements adéquats et l'augmentation générale de la qualité de vie dans les quartiers les plus touchés.

Richard Lessard, M.D., Directeur de santé publique pour la région de Montréal

<sup>21</sup> [Indicateurs de santé](#). Dans ce contexte, « médecins » comprends les médecins de familles, les omnipraticiens et les spécialistes.

Vous trouverez [d'autres commentaires](#)

## DISPARITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

En 2005, le revenu familial moyen au Canada s'élevait à 60 600 \$, en hausse de 19,3 % par rapport à 2000. Si l'on tient compte de l'inflation, la plupart des familles ont vu leur revenu croître de 6,4 %.<sup>22</sup>

Ces chiffres masquent cependant une réalité toute autre : depuis 25 ans, le niveau de pauvreté au Canada n'a presque pas bougé. Trop de Canadiens sont pris au piège du cycle de la pauvreté, s'en tirant à peine alors que d'autres réussissent mieux que jamais.

On mesure généralement la pauvreté à l'aide des deux outils suivants :

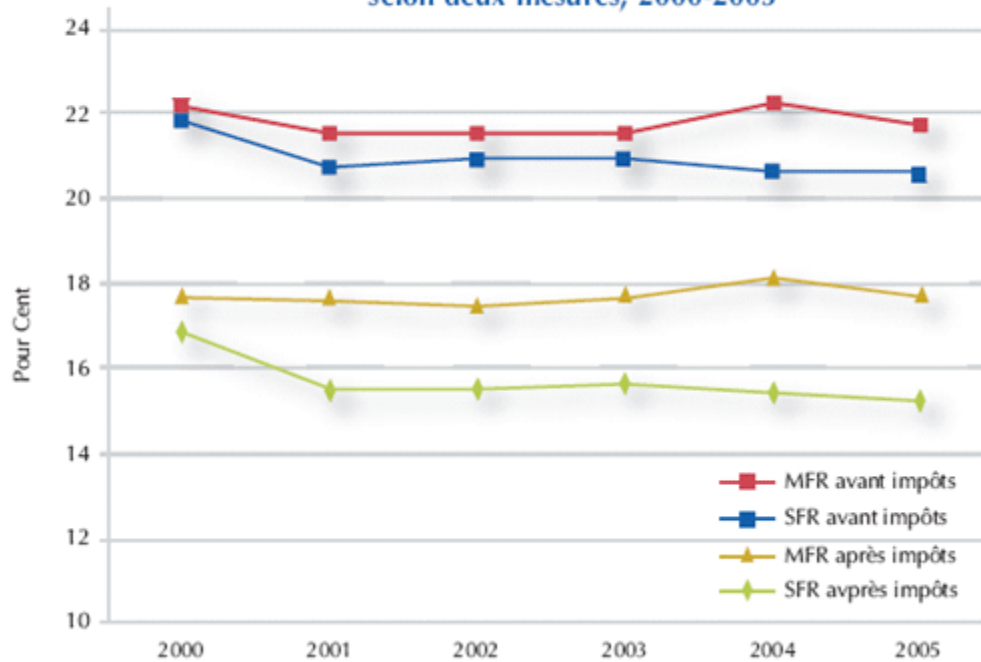
- Le SFR (seuil de faible revenu) – une famille est jugée pauvre lorsqu'elle consacre plus de 63,6 % de ses revenus après impôts à la nourriture, au logement et aux vêtements. En 2005, selon cette mesure, 20,6% des familles canadiennes vivaient dans la pauvreté.
- La MFR (mesure de faible revenu) – une famille est jugée pauvre lorsque son revenu est inférieur à la moitié du revenu moyen des familles de même taille et genre. En 2005, selon la MFR avant-impôts, 21,7 % des familles canadiennes vivaient dans la pauvreté.

Le tableau ci-dessus illustre la proportion de familles canadiennes à faible revenu de 2000 à 2005, calculée selon les deux mesures (SFR et MFR), avant et après impôts. L'évolution depuis 2000 est négligeable.

---

<sup>22</sup> Source : [Statistique Canada](#)

### Proportion de familles canadiennes à faible revenu selon deux mesures, 2000-2005

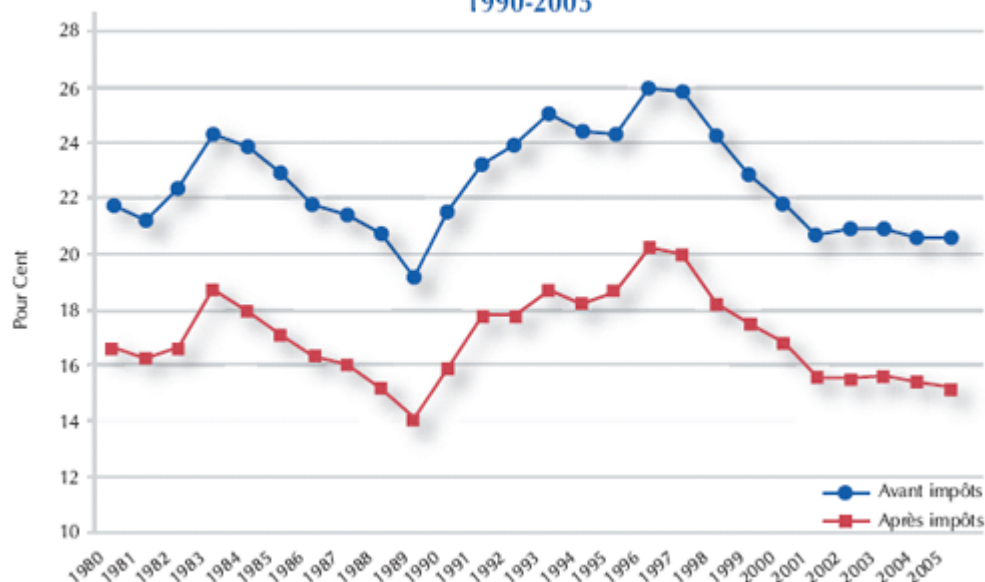


Source : Statistique Canada<sup>23</sup>

Qu'en est-il à plus long terme ? En 25 ans, de 1980 à 2005, le SFR a permis de constater que le taux de pauvreté ne s'est situé sous la barre des 20 % qu'une seule fois, en 1989.

<sup>23</sup> Les données pour la MFR provient des [Données fiscales](#). Les données pour le SFR provient de l'[EDTR](#).

### Proportion de familles canadiennes à faible revenu (SFR), 1990-2005



Source : Statistique Canada<sup>24</sup>

Le niveau de pauvreté varie énormément selon les régions et atteint des sommets dans les grandes villes. La pauvreté sévit également davantage au sein de certaines populations. En 2000, le taux moyen de pauvreté (selon la MFR) des Autochtones dans les 27 régions métropolitaines de recensement était de 41,7 %, soit près du double du taux général qui se situe à 17,7 %.<sup>25</sup> Les familles monoparentales et les néo-Canadiens sont également plus vulnérables à la pauvreté.

Il est également intéressant de noter la différence entre les plus riches et les plus démunis de notre société. L'« écart de revenu » mesure le rapport entre les personnes au haut de l'échelle de revenu (au 90<sup>e</sup> percentile) et les personnes près du bas de cette échelle (au 10<sup>e</sup> percentile). Les rapports *Signes vitaux* locaux font état d'une augmentation de l'écart entre riches et pauvres dans la plupart des centres urbains entre 2001 et 2005. Cet accroissement de l'écart confirme diverses autres données nationales qui démontrent une augmentation des inégalités économiques depuis 25 ans.

<sup>24</sup> CANSIM, Tableau 202-0803 (EDTR).

<sup>25</sup> Source : [Statistique Canada](http://www.statcan.ca)

## Passons à l'action

Collectivités dynamiques est un mouvement national qui agit à l'échelle locale pour *réduire plutôt que soulager la pauvreté* au Canada. Ce programme doit son succès à un partenariat multisectoriel entre citoyens, organismes, entreprises et gouvernements qui, ensemble, proposent des solutions innovatrices aux multiples enjeux liés à la pauvreté. Cette approche permet aux localités d'échanger et de s'entraider. Quatre ans après sa création, le programme Collectivités dynamiques relie 15 centres urbains de la Colombie-Britannique à Terre-Neuve dans son Groupe d'apprentissage pancanadien qui compte notamment sept villes membres du Groupe des éclaireurs (région de Victoria, Niagara, Montréal, Saint-Jean, Edmonton, Calgary et Surrey). Grâce à des partenariats locaux avec 315 organismes sans but lucratif, 209 agences gouvernementales, 106 représentants des milieux à faible revenu, 271 entreprises et 176 autres partenaires clés, le mouvement a permis d'améliorer la situation de 34 000 Canadiens. L'organisme est convaincu que les localités peuvent réduire la pauvreté à condition d'agir de façon multisectorielle, productive et déterminée.

Les Fondations communautaires du Canada aident les fondations membres à explorer les solutions les plus efficaces pour contrer la pauvreté dans leur localité. Les approches sont multiples : à Winnipeg, la fondation communautaire a concentré ses ressources sur une école de quartier afin de vérifier si l'intervention à l'échelle des familles et le renforcement de leur rapport à l'éducation pouvait contribuer à sortir les gens de la pauvreté. À Hamilton, la fondation communautaire a consacré la totalité de ses subventions non désignées à des programmes de réduction et de prévention de la pauvreté, en plus d'assumer le leadership d'un programme multisectoriel de réduction de la pauvreté. Elle a également lancé un fonds de financement social destiné au logement abordable. À Red Deer, la fondation communautaire (en collaboration avec d'autres organismes locaux) aide la communauté autochtone à trouver des solutions à ses enjeux. Ainsi, elle a soutenu l'organisation d'une conférence annuelle visant à renseigner les jeunes autochtones sur le marché du travail et à leur offrir un lieu de discussion sur l'éducation et les toxicomanies. Ces conférences ont donné lieu à des progrès réels. Par exemple, Red Deer est maintenant bien représentée à l'échelle municipale suite à la création d'un poste de responsable des affaires autochtones. Les FCC explorent aussi de nombreuses autres avenues. Ainsi, les FCC ont formé un petit groupe d'information qui, grâce au soutien du gouvernement fédéral, diffusera ses expériences des stratégies de réduction de la pauvreté auprès des quelque 150 autres fondations communautaires au pays.

## Commentaires

Au cours des 25 dernières années, on n'a enregistré presque aucun progrès sur le front de la lutte contre la pauvreté. Pour créer un tissu social solide, il nous faut de nombreux fils. L'un de ces fils est le logement adéquat et abordable.

D'autres fils sont essentiels au tissu social, notamment des programmes alternatifs pour les jeunes plus vulnérables, qui ont besoin d'un apprentissage concret, qui ont des habiletés manuelles (essentiels sur le marché du travail actuel et de demain) mal valorisées et mal développées. Nous devons aussi préconiser la prévention sur le plan de la santé, favoriser l'acquisition d'aptitudes parentales et offrir des services de garde abordables. Nous avons aussi besoin, dans notre milieu, de mentors prêts à donner un coup de main. Nous devons sensibiliser l'ensemble de la population de ce pays, en commençant par la tête.

Erminie J. Cohen, sénatrice canadienne à la retraite, Saint-Jean, Nouveau-Brunswick

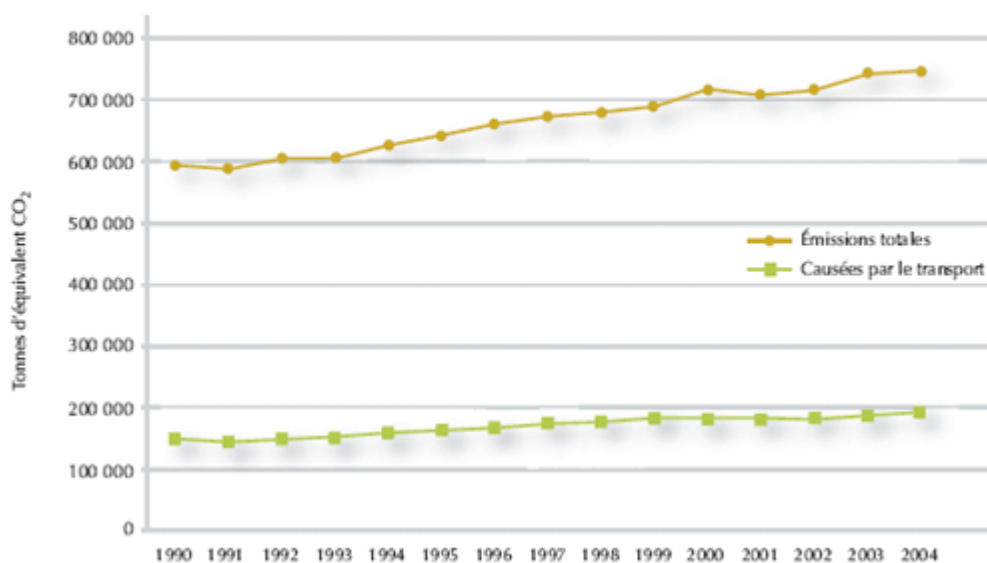
Vous trouverez [d'autres commentaires](#)

## ENVIRONNEMENT

Sur le plan environnemental, le Canada paie cher sa prospérité. Nous sommes parmi les plus gros producteurs de dioxyde de carbone au monde, et nos émissions de gaz à effet de serre (GES), responsables en partie du réchauffement climatique, ne cessent d'augmenter.

Selon Environment Canada, de 1990 à 2004, nos émissions de GES ont crû de 25,8 %, soit 1,65 % par année en moyenne. Per capita, cette hausse correspond à 9 %, soit 0,6 % par année. Bien que les émissions per capita aient augmenté à un rythme plus lent au cours de cette décennie par rapport aux années 1990, elles n'ont pas encore commencé à diminuer.

Émissions de gaz à effet de serre au Canada, 1990-2004



Source : Environnement Canada<sup>26</sup>

Selon une étude de Statistique Canada, en 2002, les industries qui émettaient le plus de gaz à effet de serre étaient l'agriculture et l'élevage, l'exploitation pétrolière et gazière et la production d'électricité. Ensemble, ces industries sont responsables de 42,6 % des émissions totales. Environ le quart de nos émissions de gaz à effet de serre sont attribuables au transport.<sup>27</sup>

Lorsque nous nous comparons au reste du monde, la situation est encore pire. Selon une étude des Nations Unis réalisée en 2003, le Canada se classait au deuxième rang des plus gros émetteurs de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) des principaux pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement

<sup>26</sup> [Rapport d'inventaire national 1990-2004 - Sources et puits de gaz à effet de serre au Canada](#)

<sup>27</sup> Source : [Statistique Canada](#)

économique), tout juste derrière les États-Unis. De 1991 à 2003, les émissions canadiennes per capita de CO<sub>2</sub> ont augmenté de 21,4 %, se classant là encore au deuxième rang des principaux pays de l'OCDE. Or, le dioxyde de carbone représente environ 80 % des gaz à effet de serre.

**Émissions per capita de CO<sub>2</sub> dans des pays de l'OCDE, 1991 c. 2003**

	1991	2003	Variation procentuelle
Canada	14,74	17,89	21,4
Australie	15,12	17,75	17,4
France	6,65	6,05	-9,0
Allemagne	11,16	9,77	-12,5
Italie	6,99	7,75	10,9
Pays-Bas	9,34	8,70	-6,9
Espagne	5,55	7,37	32,8
Suède	5,99	5,89	-1,7
Royaume-Uni	11,18	9,40	-15,9
États-Unis	19,07	19,92	4,5
Japon	8,83	9,66	9,4

Source : [Nations Unis](#)

**Passons à l'action**

L'Institut Pembina est l'un des organismes les plus influents au Canada dans le secteur des changements climatiques. Malgré le refus du gouvernement fédéral de ratifier le protocole de Kyoto, Pembina poursuit sa mission de recherche, d'éducation et de plaidoyer sur les changements climatiques et travaille en étroite collaboration avec les provinces à l'élaboration de leurs propres plans. Comme près de la moitié de nos émissions de GES proviennent des grandes industries, l'institut cherche à réduire ces émissions par la mise en place d'un système d'objectifs et d'échanges de crédits d'émissions. Il offre également des outils éducatifs concrets pour aider la population à comprendre le problème des changements climatiques et à agir en conséquence, en plus de programmes destinés à aider les entreprises et les localités à réduire leurs émissions de GES.

Avec l'adoption le 16 juin 2006 de la première étape de son plan d'action sur les changements climatiques, la qualité de l'air et l'énergie durable, Toronto s'est dotée du plan environnemental le plus ambitieux en Amérique du Nord : réduire ses émissions de GES de 6 % d'ici 2012, de 30 % d'ici 2020 et de 80 % d'ici 2050. Ces objectifs sont élevés, mais la ville les a déjà dépassés tout en générant des emplois et en réduisant les coûts de nombreuses activités. Le *Better Buildings Partnership* a permis d'investir plus de 80 millions \$ dans la mise

à niveau énergétique des édifices, tandis que l'*Energy Retrofit Program* a consacré 30 millions \$ à des projets du même genre dans les installations de la ville. Le *Toronto Atmospheric Fund*, l'installation de systèmes solaire, éolien, à hydrogène et trigénérationnel à *Exhibition Place*, l'implantation du système de refroidissement d'Enwave, qui utilise les eaux du lac, et des politiques telles que les normes de développement vert de Toronto ne sont que quelques exemples des efforts considérables mis en œuvre par la ville de Toronto pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

En 2006, les Fondations communautaires du Canada ont annoncé un nouveau partenariat avec 1 % pour la planète (1 % PLP) dans le but de promouvoir la philanthropie environnementale auprès des entreprises locales. L'alliance vise à démontrer qu'il peut être rentable d'agir de façon responsable, comme en témoigne Yvon Chouinard, écologiste et fondateur de 1 % PLP et des vêtements de plein air Patagonia. Les membres de 1 % PLP s'engagent à verser au moins 1 % de leur revenu ou de leur chiffre d'affaires annuel à des organismes environnementaux du monde entier. Les FCC se sont également associées à Mountain Equipment Coop, membre de 1 % PLP, pour inciter les entreprises canadiennes à devenir des leaders de la philanthropie environnementale.

### Commentaires

Sur la scène internationale, le Canada a toujours fait figure de champion de la paix, du multiculturalisme et de la viabilité environnementale. Pourtant, le rapport *Signes vitaux* fait écho à ce que nombre de Canadiens pensent de plus en plus : le Canada est en voie de perdre son statut de leader mondial de l'environnement. Alors que nous nous targuons de notre vaste patrimoine écologique, la réalité nous montre un tout autre paysage. Il semble que la prochaine génération héritera d'un environnement nettement moins attrayant que celui dont nous profitons et que nous laissons se dégrader.

Simon Jackson est fondateur et président de la *Spirit Bear Youth Coalition*, qui compte six millions d'adhérents, et producteur délégué de *THE SPIRIT BEAR* – un film d'animation Hollywood CGI qui sortira bientôt.

Vous trouverez [d'autres commentaires](#)

Avec tant d'aspects de notre vie liés à notre nature, on aurait pu s'attendre à ce que le Canada joue un rôle de leader du mode de vie durable.

Malheureusement, ce n'est pas le cas. Les Canadiens disposent de toutes les conditions nécessaires pour faire de bons choix environnementaux : information, ressources et possibilités. Mais la volonté n'y est pas!

Quinn Runkle, étudiante de 11<sup>e</sup> année, est également organisateur et porte-parole de la conférence *Youth in Philanthropy: Going Green*, en plus d'assurer le lien jeunesse avec la *Sunshine Coast Botanical Garden Society* et *Save Our Sunshine Coast*.

Vous trouverez [d'autres commentaires](#)

## LE CANADA QUE NOUS VOULONS

Ces données dressent un portrait de la situation dans des secteurs clés. Elles démontrent en fait qu'il existe à l'heure actuelle au Canada deux réalités.

D'un côté, nous sommes entourés de possibilités et d'abondance, et bon nombre d'entre nous réussissent bien. Cependant, nous ne devons pas laisser cette prospérité apparente nous masquer une autre réalité vécue par de nombreux citoyens. Nous devons regarder la situation bien en face et nous interroger.

Voulons-nous d'un pays où la pauvreté est toujours le lot des peuples autochtones et où les nouveaux arrivants ne peuvent utiliser leurs compétences pour se tailler une place ? Assisterons-nous sans broncher à l'accroissement du fossé entre les plus riches et les plus pauvres d'entre nous ? Trouvons-nous normal de voir les émissions de gaz à effet de serre continuer de croître alors que d'autres pays s'attaquent au problème ?

La population canadienne souhaite un pays juste, équitable et responsable. Nous croyons que nous pouvons devenir un modèle pour le monde, mais la réalité dans plusieurs domaines contredit cette affirmation, comme le démontre notre rapport.

De nombreux Canadiens sont convaincus que nous pouvons et devons faire mieux. Ils cherchent des solutions afin que tous puissent avoir leur chance. Ils veulent aussi que nous adoptions un comportement plus responsable face à notre environnement.

Les fondations communautaires font partie de ce mouvement, aux côtés de nombreux autres acteurs du secteur bénévole. Elles sont déterminées à consacrer leurs ressources et leur leadership à ces enjeux à l'échelle locale. Par contre, notre secteur ne peut pas tout faire seul. Le Canada a besoin de l'engagement de tous : gouvernements, entreprises, organismes locaux, citoyens. Nous devons, tous ensemble, lutter contre la pauvreté, l'exclusion et la dégradation de notre environnement.

Il existe des solutions à ces enjeux. Ce rapport le prouve à l'aide d'exemples.

Au cours des prochains mois, les fondations communautaires utiliseront leur rapport *Signes vitaux* local pour sensibiliser les citoyens et les leaders locaux aux principaux enjeux. Les FCC entendent faire de même avec le rapport *Signes vitaux Canada*. Ce rapport n'est pas une fin en soi, mais plutôt le début d'un processus.

En travaillant ensemble, nous pouvons améliorer la qualité de vie de tous les Canadiens et Canadiennes.

### **Que puis-je faire ?**

Discussions. Débats. Actions. Ce sont là les étapes qui suivront le rapport *Signes vitaux Canada*. Si ce que vous venez de lire dans ce rapport ou dans un rapport local vous touche ou vous stimule, passez à l'action.

Avancez un pas à la fois. Voici trois façons très simples d'agir. Aujourd'hui.

- 1. Passez le mot.** Faites circuler ce rapport ou le rapport *Signes vitaux* de votre localité dans votre entourage : employeurs, professeurs, amis, entreprise locale, bibliothèque, centre communautaire, élus de quelque palier gouvernemental que ce soit.
- 2. Communiquez avec nous.** Vous trouverez les coordonnées de votre fondation communautaire à [www.cfc-fcc.ca](http://www.cfc-fcc.ca). Elle connaît bien les enjeux et les organismes de votre collectivité. Si vous voulez contribuer aux solutions, elle saura vous conseiller.
- 3. Renseignez-vous.** Consulter les sites Internet des autres organismes et experts cités dans ce rapport. Vous en apprendrez plus sur leur travail et sur les moyens de les soutenir ou de poursuivre votre action.

## **Nos données**

Les indicateurs de base présentés dans ce rapport font partie d'un ensemble d'indicateurs communs que les Fondations communautaires du Canada recueillent pour le compte des localités qui participent au programme *Signes vitaux*. Chaque fondation communautaire complète les données centralisées par des études locales. Les données nationales proviennent d'études secondaires fondées en majeure partie sur des données de Statistique Canada. Les zones géographiques correspondent pour la plupart aux régions métropolitaines de recensement ou aux agglomérations de recensement. Les documents sources des données citées dans ce rapport font l'objet d'hyperliens, où possible, dans les notes de bas de page de cette version électronique détaillée du rapport.

Les indicateurs de base du rapport *Signes vitaux* ont été établis dans le cadre d'un exercice de priorisation mené en 2006 auprès des fondations communautaires participantes. Les fondations avaient au préalable tenu une consultation locale.

## **Remerciements**

Nous tenons à remercier Andrew Sharpe et ses collègues Anne Marie Shaker, Christopher Ross, Bonnie Gunn, Martha Sevigny et Simon Lapointe du Centre d'études des niveaux de vie, partenaire de recherche des FCC pour ce programme. Les FCC et le CÉNV remercient également les personnes et organismes suivants pour leur avoir fourni des données : Statistique Canada (Marcel Béchar, Parvin Fahr, Robert Fortin, Michelle Grimard, Alyson Hazlett, Andrew Heisz, Mary Frances Lawlis, Marc Lévesque, Joanne Linekar, Gilbert Mansour, Robert Smith, Andrew Turvey, Nancy-Ann Walker, Jennie Wang et Michael Wolfson), Environnement Canada (Tom Dann), l'Association canadienne de l'immeuble (Janet Lemoine), l'Association canadienne des banques alimentaires (Shawn Pegg), la Société canadienne d'hypothèques et de logement (Debra Connor), l'Institut canadien d'information sur la santé (John-David Stanway et Robert Kyte) et le Conseil canadien sur l'apprentissage (Marc Lachance). Merci également à May Wong, de la *Toronto Community Foundation*, Katherine Scott, du Conseil canadien de développement social, et Louise Comeau pour leur précieuse contribution à la collecte de données.

Les photos de ce rapport nous ont gracieusement été fournies par la Victoria Foundation (photographe : Tiffany Brown Cooper), la Vancouver Foundation, The Calgary Foundation (WAX partnership inc. et photographe : Victor Penner), la Red Deer & District Community Foundation, la Toronto Community Foundation, la Fondation communautaire d'Ottawa (photographe : Matthew Claydon), La Fondation communautaire du Grand Saint John (photographe : Jane Barry), et la Fondation du Grand Montréal.

Nancy F. Johnson, Johnson Associates, rédaction  
Jacques Jobin et Sylvain Malbeur, graphisme

Monique Joly, traduction

**Merci à nos partenaires financiers**

Nous tenons à remercier tout spécialement la Fondation de la famille J.W. McConnell pour avoir assuré l'important soutien financier nécessaire à l'expansion du programme *Signes vitaux* à l'échelle nationale. Merci également à la *Strategic Charitable Giving Foundation* pour sa contribution à ce rapport, en partenariat avec le *Mackenzie Charitable Giving Fund*, et à la *Ford Foundation* pour son soutien continu aux programmes de leadership des Fondations communautaires du Canada.